

Tribune

BENOIT LEFEBVRE

HUMORISTE



Fait beau. Je sais pas quel temps il fait en ce lundi, j'écris le vendredi. Mais si lundi est égal à la semaine qu'on vient de passer, fait beau. Sinon, désolé de vous rappeler que la semaine passée, faisait beau. Sans rancune.

En mars d'habitude, y a une dernière grosse tempête qui nous tue. Littéralement. Elle tue. Les premières chaleurs de mars excitent, donnent espoir. On voit le gazon, ça sent la bouette. On commence à regarder la lingette d'été. Y a toujours une journée ou deux qu'on sort avec un p'tit *coat* de printemps : fuck le Kanuk. On rêve. On n'est pas naïf, on sait qu'il peut toujours y avoir une dernière tempête, mais... d'un coup. Puis le d'un coup passe à : «Ça y est! L'hiver est fini!» Et juste là, drette

JE M'ENNUIE D'LA GROSSE

là, quand dans ta tête les six prochains mois, c'est terrasse sangria, juste là, elle arrive, la grosse tabar...!

Une tempête apocalyptique! Pas une p'tite affaire de poudreuse sexy qui donne aux scènes de films des allures de boules de verre. Pas une p'tite neige agace qui fond presque à la seconde qu'elle touche le sol. Non. C'est toujours la grosse. La grosse tempête qui débarque avec ses gros sabots. Qui nous nargue. «Cocou. I'm back!»

Pour vrai, je ne m'ennuie pas tant que ça. J'hais pas ça, écrire sur mon balcon au mois de mars. Et si la grosse daigne se montrer, je ne vais pas courir dehors faire des anges dans la neige. Comme tout le monde, je vais sacrer ma vie, remplir un truc de neige et chercher l'adresse de dame Nature : «Scusez,

La dernière bordée

En mars d'habitude, y a une dernière grosse tempête qui nous tue. Littéralement.

j'pense que c'est à vous, ça.»

Mais j'sais pas. J'ai l'impression que si elle est partie pour de bon, la grosse va me manquer. Comme cet ami, cet oncle un peu désagréables qui mettent de l'ambiance dans les partys, malgré tout, malgré eux. C'est pu pareil quand ils sont plus là. Y manque un p'tit quetchose, les anecdotes sont moins l'un.

Imaginez si y a pu jamais la grosse qui vient nous taquiner au mois de mars. Imaginez si plus tard, à nos enfants, on parle d'une légende, du temps d'la grosse. Je vous l'dis. Si y a pas la grosse cette année, y a manquer quelque

chose. L'hiver n'aura jamais vraiment fini, le printemps n'aura jamais vraiment commencé. Y va faire beau, y va faire chaud, juin va arriver, juillet va passer, mais ça ne sera pas l'été. Ça sera une saison artificielle, une illusion.

Si jamais la grosse se montre dans les prochains jours, venez pas chez nous m'insulter. J'ai juste écrit un texte, j'ai pas fait la danse d'la neige. Bon, là, j'ai peur qu'y neige. Fuck.

Les opinions exprimées dans cette tribune ne sont pas nécessairement celles de *Métro*.

Exclusif sur le web



Qui suivre sur Twitter pour ne rien manquer des actions étudiantes?

L'ASSÉ, la FEUQ et la FECQ promettent une semaine chargée en actions de toutes sortes. Pour ne rien manquer des prochains coups d'éclat des étudiants engagés dans la lutte à la hausse des droits de scolarité, *Métro* propose quelques comptes Twitter à surveiller.

LA LISTE DU LUNDI



Saisir ce code pour obtenir l'article!

Courrier des lecteurs

Pertinence et légitimité de la hausse?

Nous souhaitons par là présente justifier notre opposition à l'actuel projet de hausse des droits de scolarité du gouvernement Charest, que nous jugeons irresponsable et déraisonnable.

D'abord, l'insistance actuelle sur les conséquences d'une augmentation de 1 625 \$ sur les étudiants a comme effet pervers de détourner notre attention du problème initial : les universités québécoises sont-elles vraiment «sous-financées»? Nous avons de bonnes raisons de penser, plutôt, que leurs budgets sont mal gérés et que leur vocation est en train de subir une profonde transformation dont nous redoutons les effets pervers.

Mis à part l'argument comparatif avec les universités des autres provinces canadiennes, les universités s'appuient sur l'argument des déficits des dernières années pour justifier la hausse des droits de scolarité. La question des déficits soulève celle de la gestion saine des fonds déjà investis. Or, aucun mécanisme ne permet actuellement de vérifier en toute transparence la dépense efficiente des sommes publiques dans nos universités. Les audiences de la Loi sur les établissements d'ensei-



Image de la manifestation de jeudi dernier, au centre-ville de Montréal

/ PAUL CHIASSON/LA PRESSE CANADIENNE

gnement de niveau universitaire, prévues aux trois ans, ne réunissent autour de la table que les recteurs et quelques députés désignés par l'Assemblée nationale. Des membres de la communauté universitaire aussi essentiels que des représentants des professeurs et des étudiants devraient aussi y siéger afin d'éclairer les décisions de leur connaissance spécifique de la situation et des besoins réels.

Dans leur mode de gestion actuel, les universités investissent des sommes importantes dans des aventures

immobilières qui se terminent en queue de poisson, dans des budgets de publicité et de compétition internationale qui explosent et dans l'ouverture de nouveaux campus un peu partout sur le territoire québécois, à la manière d'entreprises privées qui se feraient compétition pour gagner des parts de marché aux dépens de leurs rivales. De plus, une contribution accrue est demandée aux étudiants tandis que les hauts dirigeants des universités s'octroient des augmentations de salaire, et de généreuses primes et

indemnités de départ. Cette inadéquation fondamentale des fins et des moyens est foncièrement irresponsable et constitue selon nous une preuve supplémentaire du fait que les universités n'ont pas besoin tant de plus d'argent provenant des étudiants que de se doter de moyens pour mieux gérer l'argent dont elles disposent déjà.

Enfin, quand bien même le sous-financement des universités serait avéré, nous considérerions comme déraisonnable d'en faire porter la charge aux étudiants. Nous nous opposons avec conviction aux transformations que le gouvernement est en train d'imposer aux milieux de vie et d'apprentissage que sont nos universités. Nous estimons qu'une instruction publique de qualité est une richesse inestimable et un vecteur extraordinaire d'émancipation pour notre société. Il est donc d'une importance capitale d'assurer que l'université québécoise demeurera accessible à tous. Le système québécois d'éducation est un service public au même titre que le système de santé. Y faire régner le principe de l'utilisateur-payeur enfreint les principes d'équité et de justice sociale qui devraient gouverner notre vie en société.

DES ÉTUDIANTS DES CYCLES SUPÉRIEURS DE LA FACULTÉ DE L'AMÉNAGEMENT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



Se montrer le bout du nez

Ce jeune rhinocéros de deux mois et demi a profité hier d'une journée ensoleillée au zoo de Leipzig, en Allemagne. / JENS MEYER/ASSOCIATED PRESS

métro

Volume: 12
Numéro: 17

Propriété de Publications Métropolitaines inc. 625, av. du Président-Kennedy, bureau 700, Montréal H3A 1K2 Tél. : 514 286-1066 Téléc. : 514 286-9310
 Éditeur : Daniel Barbeau Éditeur adjoint : Yves Bédard Contrôleur : Bernard Roy Rédacteur en chef : Eric Aussant Directrice générale des ventes : Mélanie Labelle Directeur des plateformes interactives : Christian Duperron Directrices de l'information : Jennifer Guthrie (jour), Rachelle McDuft (soir) Directrice des publications spécialisées : Martine Ménard Superviseuse marketing : Laure Barnouin Directrice des ventes locales : Carole Dallaire Chef d'équipe, services créatifs : Jimmy Nicolopoulos Directrice de la distribution : Danièle Tessier Chefs de pupitre : Nathalie Villeneuve (jour), Benoîte Labrosse (soir) Équipe de rédaction
 Actualité en soirée : Maxime Huard, Camille Laurin-Desjardins, Anicée Lejeune Journaliste-pupitreur Monde : Lionel Martin Vous avez une opinion à nous faire parvenir? opinions@journalmetro.com Vous voulez annoncer dans nos pages? publicite@journalmetro.com Vous avez une nouvelle à nous faire parvenir? info@journalmetro.com

MIXTE
Papier issu de
sources responsables
FSC
www.fsc.org
FSC® C011825